

...ance de ne pouvoir satisfaire une question d'adresse, elle n'a qu'une chose à faire, c'est de s'en aller. (Très bien! Très bien!)

Nouveau rapport à l'ordre
Sur une nouvelle exclamation de M. Dugès de la Faucherie, il est de nouveau appelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

M. le Ministre des finances. — Je demande à la Chambre de ne pas accepter l'amendement qui créera un déficit de onze millions dans les finances.

En outre, cet amendement établit une répartition électorale entre tous les départements. Il y a eu au surplus toujours dans des situations différentes, en ce qui concerne un autre moyen et le gouvernement le propose à la Chambre après la nouvelle évaluation de la propriété bâtie qui produira un relèvement de l'impôt.

L'amendement n'est pas adopté.
M. Georges Roche. — Je propose un amendement tendant à réduire, par cinq annuités successives, le contingent des départements où la moyenne de 4,50 est dépassée.

M. Jules Roche, rapporteur. — Ce ne sont pas les départements qui paient l'impôt, ce sont les particuliers.
Il y a des parcelles qui paient trop et d'autres pas assez, mais cela est vrai dans tous les départements.

La mesure qu'on propose changera rien à cette situation.
Si on veut donner satisfaction à l'idée de justice, c'est en la parcelle qu'il faut faire porter la réforme.

En dehors de cela il n'y a rien de possible.
Après une réplique de M. Georges Roche, à la majorité de 344 voix contre 141, l'amendement n'est pas pris en considération.

M. Javal. — Sur l'article 14 je propose une disposition additionnelle tendant à décharger les parents de famille ayant au moins sept enfants de la contribution personnelle mobilière. L'amendement ne coûterait rien au budget, puisque le contingent des familles dégrévées serait réparti entre les autres contribuables.

M. le ministre des finances. — L'objet de cet amendement est bien mieux placé dans un projet de loi soumis à la Chambre, M. Javal y trouvera satisfaction.
L'amendement est retiré.
L'article 15 est adopté.
L'ensemble du projet de loi mis aux voix est adopté par 521 voix contre 107.

L'administration du Lot
L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. le baron Dufour, sur les actes de l'administration dans le département du Lot.

M. Dufour. — Je rappelle à l'attention de M. le ministre des finances sur la répartition des plantations de tabac qui était inspirée par des préoccupations politiques.

M. Dufour et après lui M. Rouvier, affirmèrent que la distribution des permis de culture ne devait être déterminée que par des idées de justice et pour le bénéfice du contribuable.

An Conseil municipal du Lot des réclamations très vives furent entendues mais chez les membres républicains sur les actes arbitraires commis par le sous-préfet de Gourdon. Ce ne sont pas seulement des cultivateurs qui ont été frappés de suppression et de diminution des permis, des républicains n'ont pas été épargnés.

Le Conseil général républicain, délégué à la commission des permis a protesté énergiquement contre les actes de vengeance politique accomplis par le sous-préfet et il a refusé de signer un tableau qu'il a appelé un acte révoltant d'arbitraire.

Le Conseil général, après avoir entendu cette protestation, n'y a rien répondu. Le mandat qu'il avait donné à ce membre de faire partie de la commission des permis. L'administration n'a pas tenu compte de cet avertissement. En 1888, les mêmes injustices ont été commises; des permis ont été enlevés à des planteurs expérimentés et attribués à des cultivateurs nouveaux qui n'avaient pas l'outillage nécessaire.

Le Lot a été éprouvé cruellement et c'est à ce moment qu'on lui enlève une partie des ressources tirées de la culture des tabacs. Je suis un de ceux qui ont supprimé l'autorisation dont nos propriétés jouissent depuis la création du monopole. Pour justifier cet acte d'arbitraire, le sous-préfet a eu recours à de fausses déclarations obtenues par l'intimidation d'un planteur qui a reconnu depuis qu'on lui avait forcé la main.

M. Bourgeois répond à M. le baron Dufour qu'on a réparti les permis de culture sans tenir compte des opinions politiques.
M. Dufour. — Je rappelle à l'administration à respecter la légalité et le repos.
L'ordre du jour est prononcé et adopté.
Séance demain. — La séance est levée.

NOUVELLES DU JOUR
Le décret de prorogation de la Chambre.

Paris, 9 juillet. — Nous croyons savoir que le gouvernement a décidé de soumettre, mardi prochain, 17, aux Chambres, le décret de prorogation.

Les vacances iraient jusqu'au second mardi d'octobre.

Nominations dans le Nord
Paris, 20 juillet, 10 h. 42. — L'Officiel publiera demain les nominations suivantes :
M. Dubois, conseiller général du Nord, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.
M. Debierre, agrégé à la Faculté de médecine, est nommé professeur d'anatomie à la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Lille.

L'affaire des vins d'Hyères
Toulon, 9 juillet. — Un vin incriminé s'est produit auprès du palais-de-justice, avant la reprise de l'audience, entre le docteur Roux, maire d'Hyères et le docteur Perreymond, conseiller de Villeneuve.

L'intervention des personnes présentes a mis fin à cette altercation.
A la reprise de l'audience, l'audition des témoins a continué.
Ils ont donné des explications sur les maux qui leur ont été éprouvés.
L'avocat de la partie civile se plaint de la négligence sans doute involontaire de Villeneuve.
L'audience levée à sept heures sera reprise demain matin à huit heures.

Le voyage de l'Empereur Guillaume
Berlin, 9 juillet. — On assure que l'Empereur partira seulement le 14 juillet à Saint-Petersbourg.

L'escadre allemande exécutera des manœuvres devant Guillaume.
Il est possible que ce dernier s'arrête à Copenhague.

L'arrivée à Saint-Petersbourg aurait lieu du 18 au 20 juillet.

De nombreux agents de la police secrète suivront l'Empereur.

Le docteur Makensie
Berlin, 9 juillet. — On attend la publication des documents des médecins allemands sur la méthode suivie par le docteur Makensie dans le traitement de Frédéric III.

Une explosion à Paris. 45 blessés
Paris, 9 juillet. — Dans la soirée, à cinq heures, un formidable explosion a détruit l'établissement du « Grand Café ».

Cet immense de trois étages a été ébranlé dans toute sa hauteur et ne renfermait que peu de consommateurs.

Il n'y a point de mort à déplorer. Quinze individus ont été blessés dont plusieurs grièvement.

Les dégâts matériels très considérables sont évalués à 100,000 francs.

Le banquet des maires
Paris, 9 juillet. — M. Anatole de la Forge a adressé des lettres aux membres du comité central de la Fédération de 1789, à propos du banquet des maires, il dit :

« Il appartient à M. Carnot seul, de faire entendre le 14 juillet sa parole. »

Il ajoute qu'il y a un siècle, les représentants de la municipalité parisienne s'adressant aux députés de province, prononcèrent déjà :

« Paris n'est pas la cité de quelques-uns, c'est la seconde patrie de tous citoyens français. »

Les papiers saisis chez M. Dufeuille
Paris, 9 juillet. — M. Lozé, préfet de police, a reçu de M. Eugène Dufeuille une sommation en restitution des papiers saisis chez lui illégalement sans mandat de justice.

Le texte de cette sommation est, conformément à la loi, entre les mains d'un agent chargé d'y apporter son visa.

Voici l'esprit de cet acte :

« Suivant un exploit du 9 juillet 1888, du ministère de Me Gillat, huissier, à la requête de M. François-Eugène Dufeuille, demeurant à Paris, 42, rue d'Anjou-Saint-Honoré, sommation a été faite à M. Lozé, préfet de police, boulevard du Palais, n. 3, d'avoir à restituer les exemplaires saisis chez le dit M. Dufeuille, d'une lettre signée : Philippe comte de Paris, et les clichés et les griffes commandés à M. Dupont, à Clichy-le-Vallois et gardés chez l'imprimeur pour nouveau tirage. »

« Au cours de cette sommation, M. Eugène Dufeuille proteste de la façon la plus formelle contre cette saisie, la considère comme nulle et de nul effet, attendu qu'elle a été faite en violation de l'article 10 du code d'instruction criminelle, de l'article 49 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, qui modifie la procédure ordinaire, et en violation des articles 37, 39, 47 et 61 du code d'instruction criminelle. »

Le comité de l'appel au peuple et la Ligue de la consultation nationale
Paris, 9 juillet. — M. Du Barail a adressé une lettre à M. de Mackau dans laquelle il déclare que le comité de l'appel au Peuple adhère à la Ligue de la consultation nationale.

A Rome. — Nouvelle attente à la loi des garanties
Rome, 8 juillet. — Sur l'avis de l'intendance générale du Trésor et du Conseil d'Etat, le ministère des finances vient de décider que les contrats stipulés dans l'intérieur du Vatican ne sauraient être considérés comme des actes accomplis sur un territoire étranger et que, sous peine d'être déclarés nuls et d'encourir les rigueurs des lois d'enregistrement et de timbre, ils doivent être enregistrés par un notaire public, dans un délai de vingt jours à partir de leur date.

Cette décision achemine de détruire tout privilège d'extra-territorialité en faveur du Vatican, comme l'ont constaté, d'ailleurs, l'intendance générale du Trésor et le Conseil d'Etat dans leur rapport au ministre des finances.

Le procès Appel et Dietz à Leipzig
Leipzig, 9 juillet. — Le tribunal suprême de Leipzig vient de rendre son arrêt dans le procès de la trahison.
Dietz est condamné à dix ans de prison ; sa femme, à quatre ans ; Appel, à neuf ans de forteresse.

Un vol d'obligations à Paris
Paris, 9 juillet. — Nous apprenons au dernier moment qu'un vol assez considérable d'obligations vient d'être commis au détriment d'une des plus importantes maisons de banque.

La suite d'une plainte déposée au parquet, le service de la sûreté vient d'être chargé de rechercher les auteurs de ce vol commis avec une audace inouïe.

Un conseil municipal de Paris séance secrète
Paris, 9 juillet. — Grand école, aujourd'hui, au conseil municipal de Paris.
Ce matin, tous les conseillers ont reçu un avis écrit, les informant que la séance serait secrète jusqu'à 3 h. 10.

Tribunes et couloirs sont restés rigoureusement interdits au public, même aux représentants de la presse.

Il s'agissait de discuter, en secret la question des ombus.
L'interpellation Binder ne viendra qu'à la fin de la séance.

Démision d'adjoints, à Paris
Paris, 9 juillet. — A la suite de la nomination de M. Tautet, comme maire du 3e arrondissement, les trois adjoints ont adressé au préfet de la Seine, leur démission motivée, parce que les nouveaux maires n'ont pas nommé parmi les membres de la municipalité actuelle.

Neutralisation du canal de Suez
Paris, 9 juillet. — M. Goblet, ministre des affaires étrangères, vient de recevoir notification de l'adhésion du gouvernement espagnol à la convention intervenue entre la France, l'Angleterre et la Turquie au sujet de la neutralisation du canal de Suez.

Guillaume II à Turin
Rome, 9 juillet. — Plusieurs journaux de province persistent à affirmer que l'Empereur Guillaume viendra à Turin au moment du mariage de l'archiduchesse avec la princesse Luettich Bonaparte.

Les gantiers de Grenoble
Grenoble, 9 juillet. — Sur une convocation du maire de Grenoble, tous les fabricants de gants de notre ville, un nombre de cinquante-deux, se sont réunis ce matin pour prendre une décision concernant la visite projetée du président de la République à une manufacture de gants.

A l'unanimité, la réunion a décidé que pour ne pas troubler la bonne harmonie qui règne dans la fabrique grenobloise, il n'y avait pas lieu d'inviter M. Carnot.

A l'unanimité, également, les fabricants ont décidé d'offrir à Mme Carnot un écorce contenant des échantillons de la principale industrie de Grenoble.

L'abandon du « Charles-Quint »
Marseille, 9 juillet. — Voici des détails sur l'abandon du « Charles-Quint » :
Le « Charles-Quint » marchait de l'avant et à toute vitesse s'en de passer devant la « Ville-de-Brest ».

Le premier est entré dans le portement de son côté bâbord, l'étrave au second il s'est crevé et a coulé en moins de vingt minutes.

La « Ville-de-Brest » en son étrave causée sur une hauteur de quatre mètres.

M. Leneveu, le commandant du « Charles-Quint », a quitté le dernier bord, mais une fois dans le canot de sauvetage, le malheureux officier, brisé par l'émotion et par la perte de son navire, a eu un transport au cerveau et est mort presque aussitôt.

Il a été recueilli par la « Ville-de-Brest » et transporté à Médhia.

M. Leneveu laisse une femme et trois enfants. Ses ossements ont en lieu hier matin, en grande pompe.

Son fils est parti, hier soir, à bord du vapeur la « Corse », envoyé sur les lieux par la compagnie et emportant divers bagages de Marseille.

Les pertes atteignent deux millions et sont entièrement couvertes par les assurances.

Les bandits en Corse
Ajaccio, 9 juillet. — Hier soir, à dix heures, deux individus ont pénétré dans la maison d'un nommé Pancoroso-Desanti, à Pignatoli, et, tandis que deux comploteurs faisaient les yeux, le toubert d'un coup de fusil.

Les auteurs de ce crime, qu'on attribue à la vengeance, ne sont pas connus.

A Campans, le bandit Cosciani, surpris dans une maison par des gendarmes, a tenté de se débattre la porte où le gendarme David faisait le guet et tira sur lui, sans l'atteindre, un coup de fusil à bout portant.

Le grand-mère riposta, mais n'atteignit pas davantage le bandit qui réussit à tourner le coin de la maison et s'évada.

Le départ de Dom Pedro
Aix-les-Bains, 9 juillet. — L'Empereur dom Pedro, dont la santé est complètement rétablie, s'embarquera le 5 août, à Bordeaux pour Rio-Janeiro.

BULLETIN COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

La récolte de la soie en Italie
Voici les renseignements publiés par la Chambre de commerce de Milan au commencement de ce mois :

La récolte des cocons en Italie est à peu près terminée. Il reste encore quelque chose à livrer dans le Piémont, le sud-est de la France, mais ces quantités sont de peu d'importance et ne peuvent en rien modifier les résultats connus à ce jour.

Le doute n'est plus possible, la récolte est inférieure à celle de 1887, et comme quantité et comme qualité la production est moindre d'environ 15 0/0 et, si l'on tient compte de moins bon rendement des cocons, on peut prévoir que la production en soie sera de 10 à 15 0/0 inférieure à celle de l'an passé.

Ce déficit, une fois compensé, a pas manqué d'influer sur les cours des cocons, et nous avons assisté, sur tous les marchés, à une hausse progressive et continue.

Voici les dernières nouvelles que nous adressent nos correspondants :

Italie. — La récolte touche à sa fin : sans crainte de se tromper on peut dire qu'elle sera de 20 0/0 inférieure à celle de 1887. La qualité des cocons laisse à désirer. On a payé les indigènes de L. 2 à 3,50; les croisés de L. 2,80 à 3,15.

Vérone. — La récolte est à peu près finie : on estime de 30 à 25 0/0 inférieure à celle de l'an passé. Les prix pour les jaunes ont débuts à L. 2,70 à 2,80 pour s'élever rapidement à 3,15, 3,25 prix de clôture.

Mantoue. — La récolte est terminée; on estime de 20 à 25 0/0 inférieure à celle de l'an dernier. La qualité des cocons assez bonne. Prix pratiqués pour les jaunes de 2,75 à 3,10, pour les croisés de 2,40 à 2,80.

Crémona. — Les récoltes de l'an dernier, médiocre, inférieure à celle de 1887. Sur les derniers marchés, on a payé : les jaunes indigènes de L. 2,75 à 3,40, les croisés de L. 2,50 à 2,75.

Brescia. — La récolte est terminée depuis quelques jours déjà; on l'estime inférieure à celle de l'an passé de 15 à 20 0/0. Prix pratiqués au commencement de ce mois : L. 2,85 à L. 3,50 pour les jaunes; L. 2,50 à L. 3 pour les verts et les croisés.

Les rendements sont moins bons qu'en 1887. Le prix de la soie sur le marché est de L. 30 à 30 et l'on a payé : les jaunes indigènes de L. 2,90 à 3,30 et les jaunes croisés de 2,30 à 2,60. On évalue que la récolte est inférieure de 15 à 20 0/0 celle de l'an passé.

Milanois. — La récolte est à peu près terminée. Les déceptions ont été nombreuses dans la plaine; au contraire, l'élévation de la Brianza et de Varese ont donné de bons résultats. Dans l'ensemble la récolte est inférieure à celle de 1887. On a payé : les jaunes de L. 2,75 à 3,50, les croisés de L. 2,50 à 3,25.

Duchés-Romagnes. — La récolte est finie. La qualité des cocons est assez satisfaisante, mais la quantité est inférieure à celle de l'an passé. On a payé les jaunes indigènes de L. 2,85 à 3 et durant les derniers marchés on est arrivé jusqu'à 3,40 à 3,50.

Piemont. — Malgré le temps orageux de ces derniers quinze jours, les récoltes ont été assez abondamment pourvues et de bonne marchandise. On a payé les jaunes de L. 3,10 à L. 3,80 et même de L. 4,20 les verts et les croisés suivant les provenances.

Genève. — Nous recevons, à l'instant, de notre correspondant l'annonce d'une baisse de 0,50 cent sur-

venue hier sur ce marché, le dernier d'Italie. Cette baisse fut motivée par la qualité inférieure des cocons.

Marchés des soies. — Nous traversons une période d'attente. Les acheteurs sondent le terrain, ils font même des offres, qui marquent une légère amélioration sur les cours précédents, mais qui ne sont pas encore en rapport avec les prétentions des détenteurs et, nous ajoutons même, avec le coût des soies nouvelles. Aussi les ventes ont-elles peu nombreuses et excessivement difficiles.

Marchés des laines à terme. — Cours du 10 juillet 1888
(De nos correspondants particuliers)

MOIS	FRANÇAIS		ALLEMANS		ANVERS	
	Clair	Sour	Clair	Sour	Clair	Sour
Janvier	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Février	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Mars	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Avril	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Mai	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Juin	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Juillet	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Août	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Septembre	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Octobre	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Novembre	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50
Décembre	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50	106 50

La laine à Londres
(De notre correspondant spécial)
(Wool-Exchange City)
Londres, 9 juillet.

Ce soir, le choix des laines offertes était assez mauvais et le concours des acheteurs semblablement diminué, on aurait pu encore une fois croire que les prix monteraient une tendance légère à la baisse mais il n'en a rien été, l'animation a été très grande et les prix sans changement.

On va encore des bergeries offertes une première fois il y a dix jours, gaden le soir de 1 1/2 à 1 telles les « Paddington » les « Baden Park » etc., etc.

La France continue à s'abstenir sans quelques rares exceptions. — L'Angleterre achète de plus en plus.

Laines ANVERS, 9 juillet.
En disponible il a été traité 55 balles de laine, de la Plata, en suint et 51 b. Espagne dit.

MAIRIE DE LILLE, 9 juillet.
Ventes 50 balles de laine Buenos Ayres, type prima, bonne courante, sur octobre, à fr. 165 les 100.

MAIRIE DE LILLE, 9 juillet.
On a vendu 50 balles de laine Tarakan B, G, et G, à fr. 85, 50 et 51 b. Bengazi, à fr. 40.

Situation météorologique. — Roubaix, 9 juillet.
Hauteur barométrique 756 (à basse); température, 7 heures du matin, 13 degrés au-dessus de zéro; 1 h. de l'après-midi, 20 degrés; 5 h. soir, 21 degrés au-dessus de zéro.

Paris, 9 juillet. — L'air des fortes pressions est redoublé sur la France, et une dépression s'avance le Nord de l'Ecosse où se produit une baisse de 6 mm. Le minimum de Finlande persiste (Uleaborg 748 mm) Le régime des vents du large continue encore sur l'Europe. Ce régime, accompagné de pluie, est continué en France et en Allemagne; la pluie est également tombée sur les îles Britanniques et en Irlande.

La température est stationnaire en France, elle monte sur les côtes de la mer du Nord. Le thermomètre marquait ce matin 8 degrés à Bado, 13 à Cherbourg, 16 à Paris et 25 à la Galle.

En France, les vents qui avaient tournoyé momentanément vers le Nord tendent à revenir vers l'Ouest. De nouveaux orages sont probables et la température va rester au-dessous de la normale.

Température maximum 19 degrés à minimum : 10 degrés 5, pluie 6 mm.

CHRONIQUE LOCALE
ROUBAIX

LE DRAME DE LA RUE SAINT-ANTOINE. — Une femme étranglée par son mari. — Lundi, vers trois heures de l'après-midi, au moment où la police de Roubaix était prévenue qu'un venait de découvrir, dans la rue Saint-Antoine, le cadavre d'une femme, l'informant en même temps de Lille par téléphone que l'assassin s'était rendu dans cette ville où il s'était constitué prisonnier.

C'est dans l'estaminet Liétard qui porte pour enseigne : Au Clairon des Chasseurs que le crime a été commis.

Honoré Valéry, un ouvrier fleur, âgé de quarante-cinq ans et sa femme, Hermance Rombet, qui avait une quarantaine d'années, occupaient, depuis dimanche soir seulement, une chambre dans cette maison.

Valéry avait loué depuis le 5 courant, mais sa femme ne l'avait rejoint que di-

Il prit la note que le docteur Cerisier avait dictée dans son cabinet, et lut :
« Longueur de la lame, seize centimètres et un millimètre... »

— Tenez ! dit-il à Laurent, voici un mètre, mesurez-vous-même sur cette gainé... Vous ne voulez pas ?

— Si ! donnez ! s'écria brusquement Laurent ; je veux savoir jusqu'où cette fatalité me poursuivra !

Et, tremblant d'anxiété, il prit le mètre et l'appliqua sur la gainé.

— Mais c'est parfaitement cela dit M. Thurier ; qu'en dites-vous ?

— Oh ! mon Dieu ! fit Laurent avec un soupir douloureux.

« L'augure près du manche, dix neuf millimètres, » continua M. Thurier... — Eh bien ! qu'est-ce qui vous prend donc ?

Laurent avait essayé de faire une seconde vérification ; mais il n'en eut pas la force. Il avait repoussé brusquement les objets qui étaient sur la table.

M. Thurier les prit, et fit lui-même les autres expériences, en répétant froidement :

— C'est bien cela. Vous voyez ?

Mais Laurent, absorbé et en proie à une sourde agitation ne voyait ni n'entendait.

— Au reste dit M. Thurier il y a une expérience qui résumera toutes celles-ci, et les confirmera selon toute probabilité. Voici un

manche. Ils venaient, paraît-il, de se réconcilier après une courte séparation.

Dimanche, ils avaient passé la journée ensemble. Ils semblaient être en bonne intelligence et Valéry avait même acheté, à sa femme, plusieurs objets, notamment de l'étoffe pour qu'elle se taillât des tabliers et un capot.

Ils rentrèrent ensemble et c'est, comme nous l'avons dit plus haut, lundi vers trois heures, qu'en entrant dans la chambre, le patron de l'estaminet constata que la femme Valéry avait été assassinée.

Prévenu aussitôt, MM. Barroyer, commissaire central, Accollas, commissaire de l'arrondissement et le docteur Bayart, médecin légiste, se rendirent sur les lieux et procédèrent aux constatations.

Hermance Valéry a été certainement étranglée pendant son sommeil. Elle a dit, selon toutes probabilités, coucher seule, car elle occupait le milieu du lit et aucune trace n'indiquait qu'une autre personne se fut couchée à ses côtés. La gorge était serrée par un mouchoir rouge à carreaux. La langue ressortait légèrement des lèvres qui étaient tuméfiées. La figure était un peu contractée.

Lorsque Honoré Valéry s'est constitué prisonnier à Lille, on a cru tout d'abord avoir affaire à un fou. On s'est pourtant assuré de sa personne par mesure de précaution et on a téléphoné à Roubaix.

Le parquet est arrivé par le train de 6 h. Il et a procédé aux constatations.

Nouveaux détails. — Honoré Valéry, prétend qu'il n'a point étranglé sa femme pendant son sommeil. D'après sa version, une vive discussion se serait élevée entre eux, parce qu'il aurait vu l'idée de louer une maisonnette hors de la ville. Il avait eu, dit-il, ce projet pour empêcher sa femme de se livrer à l'ivrognerie selon sa funeste habitude.

Hermance accueillit fort mal ces ouvertures, injuria son mari et le traita de « fils de pendu ».

Valéry, qui était depuis longtemps fort mécontent de l'inconduite de sa femme, devint furieux et la menaça de la tuer. Celle-ci ne prit pas cette menace au sérieux et provoqua son mari qui se jeta sur elle, lui serra un mouchoir autour du cou et l'étrangla.

Il était alors quatre heures et demie du matin.

Le crime accompli, il quitta la chambre et rencontra sur le palier M. Liétard, le patron de l'établissement.

« Tu te rends déjà au travail ? » demanda M. Liétard.

« Oui, répliqua l'assassin. N'entre pas dans ma chambre; ma femme dort encore. » Et il partit.

Il se rendit à Lille et s'arrêta devant le poste de la mairie.

Plusieurs fois, il fit mine d'y entrer, puis il finit par pénétrer au café Decottignies.

Quand il en sortit, il se présenta résolument au poste et le déclara à M. Lefebvre, l'inspecteur de police de service qu'il se constituait prisonnier parce qu'il avait assassiné sa femme.

<